

06-29-2006

Form PTO-1595 (Rev. 08/05)
GMB No. 0651-0027 (exp. 6/30/2008)

DEPARTMENT OF COMMERCE
Patent and Trademark Office



103266282

PATENT IS ONLY

To the Director of the U.S. Patent and Trademark Office: Please record the attached documents or the new address(es) below.

1. Name of conveying party(ies)

SOREVI SAVOIE

2. Name and address of receiving party(ies)

Name: SOREVI S.A.

Internal Address:

Street Address: 5 ALLEE SKYLAB
PARC D'ESTER

City: LIMOGES

State:

Country: FRANCE Zip: F-87068

Additional name(s) & address(es) attached? ☐ Yes ☒ No

3. Nature of conveyance/Execution Date(s):

Execution Date(s) May 25, 2004

☐ Assignment☐ Merger☐ Security Agreement☐ Change of Name☐ Joint Research Agreement☐ Government Interest Assignment☐ Executive Order 9424, Confirmatory License☒ Other DISSOLUTION AND TRANSFER OF EQUITY

4. Application or patent number(s):

A. Patent Application No.(s)

11/332,474

☐ This document is being filed together with a new application.

B. Patent No.(s)

Additional numbers attached? ☐ Yes ☒ No

5. Name and address to whom correspondence concerning document should be mailed:

Name: TERRENCE L.B. BROWN, ESQUIRE

Internal Address: SHLESINGER, ARKWRIGHT & GARVEY LLP

Street Address: 1420 KING STREET
SUITE 600

City: ALEXANDRIA

State: VIRGINIA Zip: 22314

Phone Number: (703) 684-5600

Fax Number:

Email Address:

6. Total number of applications and patents involved: 1

7. Total fee (37 CFR 1.21(h) & 3.41) \$ 40.00

☐ Authorized to be charged by credit card☒ Authorized to be charged to deposit account☒ Enclosed Deficiencies only.☐ None required (government interest not affecting title)

8. Payment Information

a. Credit Card Last 4 Numbers

Expiration Date

b. Deposit Account Number 19-2105

Authorized User Name

06/26/2006 MBEYENE1 00000008 11332474

9. Signature:

05 FC:8021

6/22/06 40.00 OP

Signature

TERRENCE L.B. BROWN, ESQ., REG. NO. 32,685

Date

Name of Person Signing

Total number of pages including cover sheet, attachments, and documents:

14

Documents to be recorded (including cover sheet) should be faxed to (571) 273-0140, or mailed to:
Mail Stop Assignment Recordation Services, Director of the USPTO, P.O.Box 1450, Alexandria, V.A. 22313-1450



SOREVI SAVOIE

Société anonyme au capital de 250.000 €
Siège social : Zone industrielle des Bracots
74890 BONS EN CHABLAIS
RCS Thonon 438.693.129

DECLARATION DE DISSOLUTION

La société SOREVI, société anonyme au capital de 257.200 €, dont le siège social est à LIMOGES 5 allée Skylab, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Limoges sous le numéro 349.475.673,

représentée par M. Claude LORY, président directeur général,

Ladite société agissant en qualité d'actionnaire unique de la CHABLAIS, Zone industrielle des Bracots, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Thonon sous le numéro 438.693.129, société SOREVI SAVOIE, société anonyme au capital de 250.000 € dont le siège social est à BONS EN

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :

DISSOLUTION ANTICIPEE

La société SOREVI, constatant qu'elle détient la totalité des actions de la société SOREVI SAVOIE, déclare dissoudre par anticipation la société SOREVI SAVOIE, à compter de ce jour.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, cette dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société SOREVI SAVOIE à la société SOREVI sans qu'il y ait lieu à liquidation.

La transmission du patrimoine de la société SOREVI SAVOIE à la société SOREVI et la disparition de la société SOREVI SAVOIE ne seront réalisées qu'à l'issue du délai d'opposition réservé aux créanciers par ledit article 1844-5 du Code civil, ou, le cas échéant, lorsque l'opposition formée par les créanciers aura été rejetée sur première instance ou que le remboursement des créances aura été effectué ou que les garanties jugées suffisantes auront été constituées, le tout conformément aux dispositions de l'article 1844-5 précité du Code civil.

RETROACTIVITE FISCALE

Conformément à l'instruction n° 4 I-1- 03 du 7 juillet 2003, il est donné un effet rétroactif fiscal à cette opération.

En conséquence, cette transmission de patrimoine rétroagira au 1^{er} janvier 2004, date d'ouverture du bilan de la société SOREVI SAVOIE.

En conséquence, toutes les opérations relatives aux biens transmis faites depuis cette date seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et aux profits et risques de la société SOREVI, comme si cette dernière était réellement entrée en jouissance de ces biens et droits au 1^{er} janvier 2004.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques, le produit de la réalisation de tous éléments d'actifs de la société SOREVI SAVOIE, tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques profiteront ou incomberont à la société SOREVI qui accepte dès maintenant de prendre, au jour où la remise en sera faite, les actifs et

passifs de la société SOREVI SAVOIE qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 31 décembre 2003.

TRANSCRIPTION COMPTABLE

Les éléments d'actif de la société SOREVI SAVOIE seront repris dans la comptabilité de la société SOREVI pour leur valeur brute diminuée des amortissements et provisions constitués par la société SOREVI SAVOIE, pour le détail desquels les parties déclarent se référer à la comptabilité de la société SOREVI SAVOIE.

REGIME FISCAL

La société SOREVI décide de soumettre la présente dissolution au régime fiscal des fusions.

En conséquence, la présente opération sera soumise aux dispositions des articles 115-1, 210-A et suivants et 816 du Code général des impôts et de l'article 211 de l'annexe II du même code.

A/ ENREGISTREMENT ET PUBLICITE FONCIERE

- 1/ La présente opération de confusion de patrimoine sera enregistrée au droit fixe.
- 2/ La prise en charge du passif grevant les biens transmis sera exonérée de tous droits et taxes de mutation.

B/ IMPOTS

- 1/ Les plus-values nettes dégagées sur l'ensemble de l'actif immobilisé apporté, ainsi que les provisions (autres que celles devenues sans objet), ne seront pas soumises à l'impôt sur les sociétés dans la société SOREVI (article 210 A du Code général des impôts).

2/ L'attribution gratuite des biens de la société SOREVI SAVOIE au profit de l'actionnaire unique ne sera pas considérée comme une distribution de revenus mobiliers (article 115-1 du Code général des impôts).

C/ OBLIGATIONS FISCALES

Conformément aux dispositions de l'article 210 A du Code général des impôts, le représentant de la société SOREVI oblige cette dernière à respecter les obligations et prescriptions suivantes :

1/ La société SOREVI reprendra au passif de son bilan les provisions dont l'imposition a été différée chez la société SOREVI SAVOIE (autres que celles devenues sans objet), et le cas échéant la réserve de plus-values à long terme constituée par la société SOREVI SAVOIE.

2/ Elle sera substituée à la société SOREVI SAVOIE pour la réintégration dans ses résultats des plus-values dont l'imposition aurait pu être différée chez cette dernière.

3/ Elle devra calculer les plus-values réalisées ultérieurement lors de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société SOREVI SAVOIE.

4/ Elle devra réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions fixés par la loi, les plus-values dégagées sur les biens amortissables apportés.

5/ Elle inscrira à son bilan les éléments apportés autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société SOREVI SAVOIE. A défaut, elle reprendra dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société SOREVI SAVOIE.

6/ En ce qui concerne les biens apportés à la valeur nette comptable dans les livres de la société SOREVI SAVOIE, dans le cas où la valeur des biens apportés à la valeur nette comptable ne correspondrait pas à leur valeur vénale, elle reprendra à son bilan les écritures comptables de la

société SOREVI SAVOIE (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuera de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la société SOREVI SAVOIE.

7/ Elle s'engage, en cas de cession ultérieure des titres de placements à revenus fixes visés aux articles 118, 120 6° et 7° et 1678 bis du Code général des impôts, ainsi que des bons du Trésor sur formule, à se conformer, quant au calcul des plus-values sur lesdits titres ou bons, aux dispositions de l'instruction 4 A-I-94 du 28 décembre 1993.

8/ Elle s'engage à joindre à sa déclaration de résultat, un état de suivi des valeurs fiscales des biens bénéficiant d'un report d'imposition et tenir à la disposition de l'administration un registre de suivi des plus-values sur éléments d'actif non amortissables donnant lieu à report d'imposition.

D/ TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

La société SOREVI, actionnaire unique, reconnaît en tant que de besoin que l'opération, objet du présent acte, est réputée inexistante pour l'application des dispositions visées aux articles 261-3-1° et 257-7° du Code général des impôts.

En application de l'instruction 3 A-6-90 du 22 février 1990, la société SOREVI s'engage à soumettre à TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers transmis par le présent acte et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du Code général des impôts qui auraient été exigibles si la société SOREVI SAVOIE avait continué à utiliser le bien.

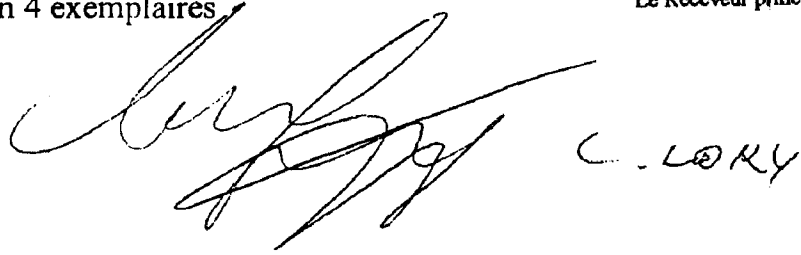
Une déclaration en double exemplaire faisant référence à la présente clause sera adressée au Service des Impôts dont relève la société SOREVI.

POUVOIRS

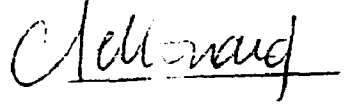
Tous pouvoirs sont conférés à la société SOREVI, représentée par M. Claude LORY, président directeur général, à l'effet :

- d'engager la société SOREVI SAVOIE envers les tiers jusqu'à la disparition de sa personnalité morale, incluant en particulier, mais sans limitation, le pouvoir de la représenter en justice dans toutes instances, tant en demande qu'en défense, notamment en cas d'opposition à la dissolution faite par un créancier conformément à l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil, auprès de toutes administrations ainsi que dans toutes les procédures de redressement et/ou liquidation judiciaire, règlement ou liquidation amiable ;
- d'arbitrer toute difficulté pouvant surgir entre la société SOREVI SAVOIE et la société SOREVI et/ou tous tiers, d'offrir et de constituer toutes garanties en son nom, conformément à l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil ;
- d'accomplir toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de signification et de publicité consécutives à sa dissolution et à ses suites, notamment sa radiation ;
- de conclure et de signer tous actes sous seings privés ou authentiques relatifs à la transmission des biens et droits de la société SOREVI SAVOIE au profit de la société SOREVI, ainsi que toutes déclarations et pièces y afférentes ; le cas échéant, préciser la désignation des biens et droits transmis, réparer toutes omissions ou inexactitudes, établir et compléter toutes origines de propriété ;
- le cas échéant, aux effets ci-dessus, de constituer tous mandataires tant généraux que spéciaux ;
- et plus généralement, de faire tout ce qui sera nécessaire, sans aucune restriction, aux fins de dissoudre la société SOREVI SAVOIE et de transmettre l'ensemble de son patrimoine à la société SOREVI.

Fait à LIMOGES,
 le... 25 mai 2004
 en 4 exemplaires



Enregistré à : RECETTE DES IMPOTS DE THONON LES BAINS
 Le 04/06/2004 Bordereau n°2004/364 Case n°10 Ext 1369
 Enregistrement : 230 €
 Timbre : 72 €
 Total liquidé : trois cent deux euros
 Montant reçu : trois cent deux euros
 Le Receveur principal

Claude BELGUARD
 Receveur principal




LinguaLinx

Your Link to The World®

7484 SAVALE

410 Park Avenue

15th Floor

New York, NY 10022

ph 917.210.8382

fax 917.591.2476

CERTIFICATE OF TRANSLATION - AFFIDAVIT OF ACCURACY

I, the undersigned, being duly sworn, depose and state:

The attached certified English translation of Certified translation of a Dissolution Declaration of Sorevi Savoie, executed May 25, 2004, provided by LinguaLinx, Inc., has been prepared by a qualified linguist who is proficient in the French and English languages, and that the attached translation is an accurate, true and complete rendition into the English language from its original French text, and nothing has been added thereto or omitted therefrom, to the best of my knowledge and belief.

Signature

Print Name

Emily Swartz

Sworn to and subscribed before me

this 15th day of June, 2006.

Notary Public

ELIZABETH S. BARLOW
NOTARY PUBLIC-STATE OF NEW YORK
No. 01BA6129918
Qualified in Schenectady County
Commission Expires July 05, 2009

www.lingualinx.com

PATENT
REEL: 018048 FRAME: 0785

SOREVI SAVOIE

Corporation with capital of 250,000 €

Headquarters: Zone industrielle des Bracots

74890 BONS EN CHABLAIS

RCS Thonon 438.693.129

DECLARATION OF DISSOLUTION

SOREVI, S.A., a corporation with capital of 257,200 €, the headquarters of which is at LIMOGES 5 allée Skylab, Limoges corporate and trade registration number 349,475,673,

Represented by Mr. Claude LORY, CEO,

Said company acting as sole shareholder of CHABLAIS, Zone industrielle des Bracots, Thonon corporate and trade registration number 438,693,129, SOREVI SAVOIE, S.A., corporation with capital of 250,000 €, the headquarters of which is at BONS EN [sic]

MADE THE FOLLOWING DECISIONS:

EARLY DISSOLUTION

SOREVI, stating it holds all of the shares in SOREVI SAVOIE, declares early dissolution of SOREVI SAVOIE, as of today.

UNIVERSAL TRANSFER OF EQUITY

In accordance with the provisions of Article 1844-5, paragraph 3 of the Civil Code, this dissolution involves the universal transfer of the equity of SOREVI SAVOIE to SOREVI without liquidation.

The transfer of the equity of SOREVI SAVOIE to SOREVI and the disappearance of SOREVI SAVOIE shall not occur until the end of the deadline for objection reserved for creditors by Article 1844-5 of the Civil Code or, where applicable, when the objection made by the creditors was rejected in lower court or the debts were repaid or the guarantees deemed sufficient were established, all in compliance with the provisions of the aforementioned Article 1844-5 of the Civil Code.

RETROACTIVE FISCAL EFFECT

Pursuant to regulation number 4 I-1-03 dated July 7, 2003, a retroactive fiscal effect applies to this operation.

Therefore, this transfer of equity shall be retroactive as of January 1, 2004, the date the SOREVI SAVOIE balance sheet was opened.

Consequently, all operations relating to assets transferred as of that date shall be considered as having been done, actively and passively, on behalf of and to the profit and risk of SOREVI, as if it had actually held those assets and rights as of January 1, 2004.

Any new appreciations, rights and investments, any risks and profits of any nature, the proceeds from realizing any assets of SOREVI SAVOIE, any overhead, any costs and expenditures of any nature shall profit or apply to SOREVI, which agrees as of now to accept, on the date of the remittance, the assets and

liabilities of SOREVI SAVOIE existing at that time as taking the place of those existing as of December 31, 2003.

ACCOUNTING TRANSFER

The assets of SOREVI SAVOIE shall be reflected in the accounting of SOREVI for their gross value less amortization and provisions made by SOREVI SAVOIE, for the details of which the parties agree to refer to the accounting of SOREVI SAVOIE.

FISCAL SYSTEM

SOREVI decided to apply the fiscal system of mergers to this dissolution.

Therefore, this operation shall be subject to the provisions of Articles 115-1, 210-A *et seq.* and 816 of the General Tax Code and of Article 211 of Annex II to that code.

A/ REGISTRATION AND PUBLICATION OF SALE OF PROPERTY

- 1/ This equity merger operation shall be registered for a set fee.
- 2/ Assumption of the liabilities on the transferred assets shall be exempt from any transfer fees or duties.

B/ TAXES

- 1/ The net capital gains to all of the contributed fixed assets, as well as the provision (other than those not applicable), shall not be subject to corporate tax on SOREVI (Article 210 A of the General Tax Code).

- 2/ The free allocation of assets from SOREVI SAVOIE to the sole shareholder cannot be considered as a distribution of capital income (Article 115-1 of the General Tax Code).

C/ FISCAL OBLIGATIONS

In accordance with the provisions of Article 210 A of the General Tax Code, the representative of SOREVI obligates the company to respect the following obligations and stipulations:

- 1/ SOREVI shows on the liabilities of its balance sheet the deferred provisions of SOREVI SAVOIE (other than those not applicable) and, where applicable, the long-term capital gain reserve established by SOREVI SAVOIE.
- 2/ It shall replace SOREVI SAVOIE for reintegration in its deferred capital gain results.
- 3/ It shall calculate the subsequent capital gains at the time of conveyance of the non-depreciable property contributed to it according to the value of the property, from the fiscal perspective, on the SOREVI SAVOIE books.
- 4/ It shall reintegrate into its taxable profits, within the deadlines and under the terms set by law, the capital gains on the contributed depreciable assets.
- 5/ It shall enter on its balance sheet the contributed assets other than the property for the value they have, from the fiscal perspective, on the books of SOREVI SAVOIE. Otherwise, it shall show, in the profits and losses for the fiscal year during which the operation takes place, the profit corresponding to the difference between the new value of these assets and the value they had, from the fiscal perspective, on the books of SOREVI SAVOIE.
- 6/ Regarding the assets contributed to the net accounting value on the ledgers of SOREVI SAVOIE, if the value of assets contributed to the net accounting value do not correspond to their market value, the balance sheet will show the books for

SOREVI SAVOIE (initial value, amortizations, provisions for depreciation) and continue to calculate the depreciation of fixed assets from the initial value of the assets on the books of SOREVI SAVOIE.

7/ It agrees, in the event of subsequent conveyance of the fixed income investment account securities addressed in Articles 118, 120 6° and 7° and 1678 again of the General Tax Code, as well as formula treasury bonds, to comply, regarding capital gains on said securities or bonds, with the provisions of stipulation 4 A-1-94 dated December 28, 1993.

8/ It agrees to attach to its profit and loss statement a followup statement on the tax values of the assets receiving tax carryover and to make available to the administration a followup registry of the capital gains on non-depreciable assets receiving a tax carryover.

D/ VALUE ADDED TAX

SOREVI, sole shareholder, acknowledges as necessary that the operation that is the subject of this document is considered nonexistent for application of the provisions set forth in Articles 261-3-1° and 257-7° of the General Tax Code.

In application of stipulation 3 A-6-90 dated February 22, 1990, SOREVI agrees to apply VAT to subsequent conveyances of the movable property transferred hereby and, as applicable, to make the adjustments addressed in Articles 210 and 215 of Annex II of the General Tax Code that would have been required if SOREVI SAVOIE had continued to use the asset.

A statement in duplicate referring to this clause shall be sent to the Tax Administration applicable to SOREVI.

POWERS

All powers are granted to SOREVI, represented by Mr. Claude LORY, CEO, to:

- commit SOREVI SAVOIE to third parties until disappearance of its legal existence, including in particular, but not limited to, the power to represent it in court at any level, as plaintiff or as defendant, especially in the event of objection to the dissolution filed by a creditor in accordance with Article 1844-5, paragraph 3 of the Civil Code, with any administrations as well as any adjustment procedure and/or judicial liquidation, settlement or out-of-court liquidation;
- arbitrate any problem that could arise between SOREVI SAVOIE and SOREVI and/or any third party, to offer and to establish any guarantees on its behalf, pursuant to Article 1844-5, paragraph 3 of the Civil Code;
- complete any formalities for registration, deposit, notification and publication as a result of its dissolution and the results thereof, particularly write-offs;
- enter into and sign any private contracts or legal documents related to the transfer of assets and rights of SOREVI SAVOIE to SOREVI, as well as any statements and documents pertinent thereto; as applicable, specify the name of the assets and rights transferred, remedy any omissions or inaccuracies, issue and complete any vendors' titles to property;
- where applicable, for the purposes above, issue any general and/or special powers of attorney;
- and, more generally, do anything necessary, without restriction, in order to dissolve SOREVI SAVOIE and to transfer all of its equity to SOREVI.

Done in Limoges
On May 25, 2004
In 4 copies
[signature] C. LORY

Registered in: THONON LES BAINS TAX REVENUE
On 6-4-2004 Statement No. 2004/364 Box No. 10
Registration: 230 €
Stamp: 72 €
Total paid: three hundred two euros
Amount received: three hundred two euros
Claude [illegible]
Receiver
[signature]

Ext. 1369